

La recherche participative communautaire et les Objectifs de développement durable



Un document de réflexion préparé pour la Commission canadienne pour l'UNESCO
Par Budd Hall, Ph. D. et Rajesh Tandon, Ph. D.
Ottawa, Canada, décembre 2017

Pour citer cet article :

Article traduit de l'anglais

HALL, Budd; TANDON, Rajesh. « La recherche participative communautaire et les Objectifs de développement durable », Laboratoire d'idées de la Commission canadienne pour l'UNESCO, décembre 2017.

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

À propos des auteurs

Budd Hall, Ph. D.

Budd Hall est coprésident de la Chaire UNESCO en recherche communautaire et responsabilité sociale en enseignement supérieur, professeur de développement communautaire à l'École de l'administration publique de l'Université de Victoria. Il est directeur fondateur du bureau de recherche communautaire de l'Université de Victoria et agrégé supérieur au Centre for Global Studies de l'Université de Victoria. Ancien doyen de la faculté d'éducation de l'Université de Victoria, M. Hall a travaillé au Nigéria, en Tanzanie, au Venezuela, au Brésil, au Chili, en Allemagne, en Thaïlande, au Yémen, en Ouganda, en Angleterre et aux États-Unis. Il a travaillé pendant 40 ans sur la théorie et la pratique des différents aspects de la recherche participative axée sur la communauté, sur l'éducation des adultes et sur l'apprentissage dans les mouvements sociaux. Il est membre du International Adult Education Hall of Fame et a été lauréat du prix d'innovation en éducation internationale du Bureau canadien de l'éducation internationale en 2005. Il a également obtenu un doctorat honorifique de l'Université-Saint-François-Xavier en 2011. Ses publications récentes comprennent les livres suivants : *Learning and Education for a Better World: The Role of Social Movements* aux éditions Sense Publishing, *Knowledge, Democracy and Action: Community-University Research Partnerships in Global Perspectives* aux éditions MUP et *World Report on Higher Education 5: Knowledge, Engagement for Social Change Through Higher Education* aux éditions GUNi et Palgrave-McMillan, *Teaching Learning Community Based Research* aux éditions UoT, et *Strengthening Community University Research Partnerships: Global Perspectives* aux éditions UVic et PRIA. M. Hall est le conjoint de Dr. Darlene Clover, père de Dana et Shawn Hall, grand-père de Quincy Pugh Hall, Leo Pugh Hall, et Ashton Edward Hall. Il est également poète.

Rajesh Tandon, Ph. D.

Rajesh Tandon est un leader internationalement reconnu et un praticien de la recherche et du développement participatif. Il a fondé la Participatory Research in Asia (PRIA), une organisation bénévole qui soutient les initiatives locales en Asie du Sud et en est le principal responsable depuis 1982. Il a récemment été nommé coprésident de la prestigieuse Chaire UNESCO en recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur. Il défend la cause du renforcement des organisations et des capacités des personnes marginalisées par le biais de leurs connaissances, leur apprentissage et leur autonomisation. M. Tandon a contribué à l'émergence de plusieurs initiatives et groupes locaux, nationaux et internationaux pour promouvoir des sociétés de développement authentiques et participatives. Il est l'auteur de plus de 100 articles, d'une douzaine de livres et de nombreux manuels de formation sur la gouvernance démocratique et la gestion des ONG, la recherche participative et le développement centré sur les personnes. Pour son travail remarquable sur les questions de genre, le gouvernement de l'Inde lui a décerné le prestigieux prix de Justice sociale en mars 2007. En juin 2008, l'Université de Victoria (Canada) lui a décerné le titre de docteur honoris causa. Il est le premier Indien à être intronisé à l'International Adult and Continuing Education (IACE) Hall of Fame (promotion de 2010).

**Avec la participation de Wafa Singh et Walter Lepore, qui ont travaillé activement auprès de la Chaire UNESCO en recherche communautaire et responsabilité sociale en enseignement supérieur.*

Introduction

En 2015, les Nations Unies (ONU) ont universellement adopté les Objectifs de développement durable (ODD) pour servir de phare à un développement durable sur le plan social, économique et écologique. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 établit 17 objectifs qui peuvent s'appliquer universellement à tous les pays du mondeⁱ. Dans le cadre de ces ODD internationalement convenus et universellement applicables, de nombreux pays, y compris les régions telles que les provinces et les territoires, ont établi des références et des indicateurs précis et pertinents à l'échelle nationale et locale en vue de respecter ces engagements.

Dans la pratique, le développement durable sous-entend de nombreux efforts déployés pour définir le concept, établir des objectifs, créer des indicateurs et affirmer des valeurs. En outre, il comprend le lancement de mouvements sociaux, l'organisation d'institutions, l'élaboration de la science et de la technologie de la durabilité ainsi que la négociation d'un compromis judicieux entre ceux qui sont principalement préoccupés par la nature et l'environnement, ceux qui accordent de l'importance au développement économique et ceux qui se consacrent à l'amélioration de la condition humaineⁱⁱ.

Même si ces ODD sont largement acceptables pour tous les pays et les peuples et qu'ils ont été établis au moyen d'un vaste processus de consultation afin d'en assurer une appropriation plus générale, la réalisation de ce programme ambitieux d'ici à 2030 fait face à des *manques de capacités*ⁱⁱⁱ :

- Il convient de s'assurer d'avoir un soutien politique durable de la part des gouvernements à l'échelle nationale et sous-nationale. Dans la plupart des pays à régime démocratique, les membres de la direction politique ont tendance à prendre des décisions à court terme (sur trois à quatre ans au plus), en vue de remporter les élections suivantes. Cela limite gravement la continuité de l'échéancier des politiques et des programmes liés à l'atteinte des ODD.
- Il faut investir des ressources adéquates dans chaque pays et chaque région. Dans le contexte économique contemporain, il n'est pas certain que tous les pays, ainsi que la communauté internationale, ont déployé un financement adéquat en faveur de tous les ODD.
- Dans de nombreux pays, les capacités institutionnelles et humaines influent sur la mise en œuvre de stratégies pratiques visant la réalisation des ODD. La plupart des institutions publiques sont conçues pour fonctionner de manière cloisonnée et poursuivre des objectifs restreints. Or, la plupart des ODD ne peuvent être atteints qu'au moyen d'actions simultanées entreprises à l'égard de plusieurs enjeux différents. Par exemple, la réalisation de l'ODD 5, à savoir l'égalité entre les sexes, est impossible à atteindre sans atteindre les ODD 3 et 4. L'ODD 3 met l'accent sur la santé, y compris la santé des femmes, alors que l'ODD 4 est axé sur l'éducation, en particulier chez les filles. Dans bien des sociétés, l'atteinte de ces deux objectifs n'est possible que si les attitudes patriarcales changent, pour pouvoir prévenir la violence envers les femmes et les filles et permettre la mobilité^{iv}.
- On pourrait faire valoir que le manque de connaissances est la plus grande lacune pour l'atteinte des ODD. Les systèmes de connaissances existants sont fondés sur le principe de la rationalité instrumentale. La science moderne pratiquée depuis trois siècles pose comme postulat que les connaissances scientifiques peuvent servir à contrôler et à exploiter la nature et ses abondantes ressources^v. D'autres perspectives du savoir sont nécessaires pour combler cette lacune en matière de connaissances, de sorte à établir un lien organique entre l'apprentissage et la collaboration pour générer des solutions pertinentes à l'échelle locale pour les ODD^{vi}.

L'enseignement supérieur et ses réseaux d'établissements, forts d'une importante quantité de ressources à leur disposition (humaines, physiques, numériques), peuvent également combler les lacunes en matière d'apprentissage et de collaboration dans l'atteinte des ODD. Le développement durable est irréaliste, où que ce soit dans le monde, « *sans la contribution d'un système d'enseignement supérieur innovant qui renforce les capacités* »^{vii}. C'est là le message principal qui s'est dégagé de la consultation internationale organisée par l'Association des universités du Commonwealth (ACU) en 2013-2015 :

« Les efforts du secteur de l'enseignement supérieur pour se préparer à répondre au programme après 2015 nécessitent une nouvelle logique sur le plan de l'échelle et des modalités. En tant qu'institutions nationales relevant des défis mondiaux, les universités doivent être en mesure de tenir compte de demandes et d'intervenants divers dans leurs propres programmes. Les collaborateurs ont également souligné la nécessité pour le secteur de changer et de s'adapter^{viii}. »

L'éducation est l'un des aspects clés des ODD; en effet, l'ODD 4 invite le monde entier à « *assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et [à] promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* » d'ici à 2030, alors que la cible 4.7 invite plus précisément à l'acquisition des « *connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable [...] et de modes de vie durables* ». En outre, l'enseignement supérieur forme une partie importante des autres objectifs liés à la pauvreté (ODD 1), à la santé et au bien-être (ODD 3), à la gouvernance (ODD 16), à l'égalité entre les sexes (ODD 5), au travail décent et à la croissance économique (ODD 8), à la consommation et à la production responsables (ODD 12), aux changements climatiques (ODD 13), ainsi qu'à la paix, à la justice et à des institutions efficaces (ODD 16)^{ix}.

Les démarches de mise en œuvre des ODD peuvent également présenter des avantages pour les universités en les aidant à expliquer les retombées des initiatives, à stimuler la demande en éducation liée aux ODD, à nouer de nouveaux partenariats, à accéder à de nouveaux volets de financement et à « *définir une université socialement responsable, enracinée localement et engagée mondialement* ». Une telle contribution des établissements d'enseignement supérieur est possible, si l'enseignement supérieur est vu dans l'optique du contexte sociétal au sens large et pas seulement comme une éducation à acquérir pour obtenir un emploi et des moyens de subsistance.

Par conséquent, l'enseignement supérieur jouera un rôle prédominant dans la plupart des priorités des ODD, qui comprennent l'élimination de la pauvreté et des inégalités, ainsi que les progrès scientifiques dans les domaines tels que les changements climatiques et la croissance économique, une priorité importante pour les pays en développement. Peter J. Wells, chef de la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO, a fait remarquer, à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'International Quality Group du Council for Higher Education Accreditation, ou CIQG, à Washington au début de l'année 2017, que « *l'UNESCO a déjà commencé à accéder à l'expertise et à la coopération des universités dans leur rôle d'incubateurs de solutions par l'intermédiaire de son initiative de jumelage et de réseautage d'universités* »^x.

Enseignement supérieur socialement responsable

Le débat entourant l'enseignement supérieur s'est récemment concentré sur la qualité, le financement et la mobilité des étudiants. La question plus vaste de la pertinence sociale de l'enseignement supérieur a été de nouveau soulevée récemment. Un rapport récemment publié par le Réseau mondial pour l'innovation dans l'enseignement supérieur (RMIES)^{xi} soutient clairement que :

« La responsabilité sociale se dégage de la nécessité de réexaminer la pertinence sociale des universités à la lumière de la rencontre entre l'échelle locale et l'échelle mondiale, en ce qui concerne les priorités, les demandes, les retombées et les besoins en connaissances dans le contexte de la mondialisation. Il faudrait équilibrer la compétitivité des nations – comme seul moyen d'accomplir des progrès – avec un développement social inclusif et la durabilité de la population mondiale entière. »

On ne peut répondre adéquatement à cette question que si l'on convient que le but essentiel de l'enseignement supérieur est *l'intérêt public* » commun. Par conséquent, les établissements d'enseignement supérieur et les universités sont des institutions publiques qui contribuent à l'intérêt public, quelle que soit la nature de leur financement. Le fait de traiter l'enseignement supérieur comme un bien privé qui doit être financé par les étudiants qui en bénéficient, comme les économistes l'ont affirmé, entrave gravement les contributions réelles et potentielles de l'enseignement supérieur^{xii}. Le but de l'enseignement supérieur doit être défini différemment dans le contexte sociétal contemporain, indépendamment des moyens de financement d'une université ou d'un établissement d'enseignement supérieur donné. À l'occasion de la Conférence internationale sur les objectifs de développement durable de l'ONU organisée par le RMIES en septembre 2017, Frederico Mayor, ancien directeur général de l'UNESCO, a fait remarquer que *« les universités ont abandonné leur ancien engagement d'éduquer de futurs citoyens. Dans ce monde où la mondialisation de l'indifférence est croissante, les universités doivent préparer leurs étudiants à devenir des citoyens qui pratiquent la liberté, l'égalité et la solidarité, et qui y accordent de la valeur »^{xiii}.*

Dans de nombreuses sociétés, régions et communautés, les établissements d'enseignement supérieur comptent parmi les institutions possédant le plus de ressources. Ils possèdent d'immenses infrastructures matérielles (salles de classe, laboratoires, résidences, bureaux, installations récréatives, etc.), qui sont bien supérieures à tout ce qui peut être offert par les communautés, ou même les organismes gouvernementaux locaux. Une grande partie de ces infrastructures est sous-utilisée, si on l'envisage sous l'angle d'une utilisation de 24 heures par jour.

De plus, les établissements d'enseignement supérieur disposent d'une importante capacité en matière de matériel informatique, de logiciel et de ressources humaines. Ils bénéficient de ressources financières, de fonds de dotation et de sources de revenus. Les ressources et les capacités intellectuelles des établissements d'enseignement supérieur sont inégalées là où ils sont implantés. Encore plus important, les établissements d'enseignement supérieur dégagent une énergie jeune, un engagement et un espoir qui se reflètent dans leurs étudiants. En favorisant l'engagement au sein de la société, les universités ont élargi leur mission de

service car les étudiants sont encouragés à contribuer au développement des communautés. Les fonctions essentielles de l'enseignement et de la recherche sont cependant restées coupées d'un tel engagement. L'enseignement et la recherche engagée peuvent faire en sorte que les universités contribuent de façon plus directe à des ODD pertinents à l'échelle locale et adaptés au contexte.

L'exemple parfait est l'initiative de l'Union européenne intitulée Recherche et innovation responsables (RRI). La RRI est une mesure clé du programme « *La science avec et pour la société* » d'Horizon 2020 (H2020). La Commission européenne définit la RRI comme suit : « *une approche qui anticipe et évalue les implications potentielles et les attentes sociétales liées à la recherche et à l'innovation en vue de favoriser la conception de recherches et d'innovations inclusives et durables* »^{xiv}. Cela sous-entend que les protagonistes sociétaux (chercheurs, citoyens, décideurs politiques, entreprises, organisations du secteur tertiaire, etc.) travaillent ensemble tout au long du processus de recherche et d'innovation pour mieux harmoniser le processus et les résultats avec les valeurs, les besoins et les attentes de la société. En outre, la Déclaration de Rome de 2014 sur la RRI décrit l'axe à donner aux futures initiatives. Plus précisément, la Déclaration invite les institutions européennes, les États membres, les autorités régionales et les organismes de recherche et d'innovation à mettre l'accent sur ce qui suit^{xv} :

- *renforcer la capacité de la RRI au moyen de divers outils, notamment en s'assurant d'avoir les ressources disponibles et en soutenant les initiatives mondiales;*
- *examiner et adapter les mesures en fournissant des lignes directrices pour la mise en œuvre et l'évaluation de la RRI;*
- *mettre en œuvre des changements institutionnels qui favorisent la RRI au sein des organismes de recherche et d'innovation en examinant leurs propres procédures et pratiques afin de relever les possibilités et les obstacles, en mobilisant la société civile, en élaborant et en mettant en œuvre des stratégies et des lignes directrices, en adaptant les programmes d'études et en offrant de la formation, ainsi qu'en incluant les critères de RRI dans l'évaluation du personnel de recherche.*

L'enseignement supérieur pertinent sur le plan social s'applique à tout ce que fait une université : l'enseignement, la recherche, le service. Il s'applique à toutes les disciplines et à toutes les facultés, pas seulement aux services extra-muros ou aux organisations universitaires. En outre, les établissements d'enseignement supérieur, traditionnellement reconnus comme des institutions publiques, sont depuis longtemps le site de la production du savoir. Dans le contexte des ODD, lorsque nous nous rendons compte de la nécessité de « *nouvelles perspectives des connaissances* » pour combler le manque de connaissances en vue d'atteindre les objectifs, la fonction de « *recherche* » des établissements d'enseignement supérieur devient tout à fait pertinente. Toutefois, l'atteinte des ODD nécessite une approche innovante face aux missions de l'enseignement supérieur, qui devraient être pensées de manière à contribuer à l'atteinte des ODD à long terme, en particulier la mission de recherche. Vu sous cet angle, il est important de s'engager de manière mutuellement bénéfique.

Augmenter les attentes à l'égard de la recherche

La notion d'innovation est considérée comme essentielle à la transformation des activités humaines, sans laquelle l'atteinte des ODD^{xvi} est impossible. Comme nous ne pouvons plus nous permettre de nous en tenir à la routine, un appel généralisé à l'innovation émane de tous les secteurs. Les attentes croissantes du domaine de la recherche sont particulièrement importantes. Dans le contexte des ODD, la recherche doit

apporter une contribution bien plus substantielle que par le passé. En plus de permettre de comprendre les phénomènes, la recherche est désormais vue comme un moyen d'offrir « *de nouvelles solutions, en accordant de la valeur à de nouvelles perspectives des connaissances et en les intégrant* ».

Il faut reconnaître que, confrontés à la complexité des défis à relever et des cibles des ODD en temps réel, la société civile, les politiciens, les donateurs et les protagonistes privés nourrissent des attentes réelles et croissantes. Pour répondre à ces attentes, il convient de renforcer la contribution de la recherche à la société, dans les divers domaines du développement socioéconomique. Il est temps de combler le fossé entre la recherche et la société, afin que celle-ci puisse contribuer aux résultats du développement de la recherche. Les modèles des ateliers scientifiques en Europe, qui réalisent des recherches en fonction des questions de recherche qui émanent de la communauté, constituent un bon exemple à suivre. Le modèle de la RRI montre également comment utiliser la recherche de manière responsable et innovante pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement.

L'atteinte des ODD nécessite également de nouvelles solutions à divers problèmes socioéconomiques et, à cette fin, les nouvelles connaissances sont cruciales. Les universités peuvent entreprendre des partenariats avec les communautés et les intervenants locaux afin de cocréer des connaissances appropriées aux contextes et aux décideurs locaux. La cocréation de telles connaissances est une condition préalable à la découverte de solutions durables. En substance, cela jette les bases de la « recherche engagée », pour laquelle il faut aller au-delà des notions traditionnelles de la recherche descendante (dictée par les universitaires) et passer à une forme de recherche plus collaborative et participative, dans laquelle les questions de recherche sont formulées conformément aux besoins de la communauté locale et la recherche est conçue en collaboration avec les intervenants locaux touchés par le problème à l'étude (que la recherche a l'intention de résoudre)^{xvii}.

Les pratiques de la recherche engagée et responsable contribuent au renforcement de la responsabilisation publique des établissements d'enseignement supérieur, et jouent également un rôle utile pour répondre aux problèmes sociaux et aux besoins en développement d'une société ou d'une nation^{xviii}. La recherche universitaire engagée de haute qualité dans les domaines stratégiques du développement peut orienter de bonnes politiques et peut fournir des solutions à des problèmes clés dans tous les domaines prioritaires des ODD^{xix}. Les appels à cette forme de recherche engagée ont joué un rôle essentiel dans l'établissement de la validité et de la pertinence de la « recherche participative communautaire » comme outil ayant le potentiel de fournir des solutions durables aux problèmes importants de la société, contribuant ainsi à l'atteinte des ODD.

Recherche participative communautaire

Au cours des dernières années, l'intérêt croissant manifesté par les universitaires et les praticiens pour les nouvelles manières d'étudier et de résoudre des problèmes sociaux complexes a coïncidé avec la demande de plus en plus grande des collectivités pour une recherche fondée sur la communauté, plutôt que située dans la communauté. L'intérêt récent pour la recherche translationnelle dans l'amélioration des résultats d'intervention dans différents contextes et cultures a également mis en lumière le potentiel des approches de recherche orientées sur l'action et fondées sur la communauté^{xx}. La recherche participative communautaire est soit une approche ou une orientation de recherche, mais elle n'est pas une méthode. Elle offre une structure et des mécanismes pour faire de la recherche de manière collaborative, rigoureuse

et axée sur la communauté, à l'aide de méthodes établies ou nouvelles. La recherche participative communautaire met les chercheurs au défi d'écouter les groupes qu'ils cherchent à mieux connaître et à aider, d'apprendre d'eux, d'en solliciter les contributions et de les respecter, et de partager avec eux le pouvoir, l'information et le mérite des réalisations atteintes^{xxi}.

Le programme Community Health Scholars Program (2001) de la W K Kellogg Foundation définit la recherche participative communautaire comme suit :

« un processus collaboratif qui fait participer avec équité tous les partenaires au processus de recherche et reconnaît les atouts particuliers de chacun. La recherche participative communautaire commence par un sujet de recherche important pour la communauté et vise à combiner les connaissances et l'action en vue d'un changement social. »

À l'instar de nombreuses traditions connexes de recherche-action et de recherche participative, la recherche participative communautaire bouleverse le paradigme plus traditionnel de la recherche appliquée, selon lequel un chercheur externe détermine en grande partie les questions posées, les outils employés, les interventions élaborées et le type de résultats documentés et évalués^{xxii}. Essentiellement, la recherche participative communautaire repose sur les principes suivants^{xxiii} :

- elle est participative;
- elle est coopérative, faisant participer les membres de la communauté et les chercheurs à un processus conjoint auxquels ils contribuent à parts égales;
- il s'agit d'un processus de coapprentissage;
- elle fait appel au développement de systèmes et au renforcement des capacités de la communauté locale;
- il s'agit d'un processus responsabilisant grâce auquel les participants peuvent mieux prendre leur vie en main;
- elle trouve un équilibre entre la recherche et l'action.

Recherche participative communautaire : participation à une recherche socialement responsable en vue de l'atteinte des ODD

La réalisation des ODD nécessite une transformation sociétale et la mobilisation de tous les protagonistes. Il faut, au moyen de la recherche participative communautaire, encourager le renforcement des collaborations entre les chercheurs, les communautés et la société civile afin de promouvoir la contribution de la recherche à la société. La recherche participative communautaire peut apporter une contribution efficace au « développement de nouvelles connaissances et de nouvelles perspectives sur divers problèmes sociétaux liés aux ODD et joue un rôle important dans la découverte de solutions durables à ces problèmes ». La recherche participative communautaire, à orientation communautaire et intégrant les valeurs de la participation et de la recherche en vue du coapprentissage et de la cogénération des connaissances, peut servir à s'attaquer aux problèmes locaux (comme l'eau, les installations sanitaires, la gestion des ressources, l'égalité entre les sexes) et, au fil du processus, mener à une meilleure appropriation des problèmes locaux, comme étape vers le « développement » durable plutôt que vers la « croissance » durable. Trois méthodes pratiques peuvent

être facilement adoptées dans le cadre de la recherche participative communautaire afin que cette dernière puisse contribuer à une compréhension éclairée des ODD :

1. Formulation de questions de recherche utilisables à l'échelle locale

Les sujets et les questions de recherche ne manquent pas; pour obtenir une formulation locale efficace, il faut « sortir des limites » des établissements d'enseignement supérieur et dialoguer avec les protagonistes locaux, afin que ces derniers deviennent des parties prenantes à la recherche.

Les étudiants et les membres du corps professoral des établissements d'enseignement supérieur peuvent formuler des questions de recherche qui peuvent créer des connaissances utiles et concrètes à l'échelle locale. Les interactions structurées et régulières avec les protagonistes locaux — soit l'administration du district, l'administration publique locale, la société civile, les entreprises de la région — peuvent générer des questions de recherche pertinentes pour la réalisation des ODD à l'échelle locale.

Par exemple, l'ODD 9 cible une infrastructure résiliente et une industrialisation durable. Les membres du corps professoral et les étudiants de la faculté d'ingénierie d'un établissement d'enseignement supérieur peuvent étudier les lacunes en infrastructure d'une ville ou d'un district sous l'angle de la résilience. Les départements de l'énergie, des minéraux et du génie minier peuvent trouver d'intéressants sujets de recherche sur les technologies écologiques pour l'industrie locale. Les étudiants et les membres du corps professoral des facultés d'études économiques et commerciales peuvent définir leur recherche de manière à aider les petites et moyennes entreprises de leur région à devenir résilientes. La surveillance de la qualité de l'air et des systèmes de traitement des eaux pourraient représenter un sujet de recherche très concret pour les équipes formées d'étudiants et de membres du corps professoral.

2. Acquisition de connaissances en partenariat

Si l'on établit un partenariat mutuellement bénéfique entre les communautés locales et les institutions, comme les entreprises, le gouvernement et la société civile, le partenariat de recherche peut favoriser de nouvelles connaissances, ainsi que l'utilisation de ces dernières.

Les établissements d'enseignement supérieur auront peut-être à créer des structures décloisonnées pour réaliser des partenariats transversaux^{xxiv}. Toutefois, dans le cadre de tels partenariats, il est tout aussi important de ne pas oublier les écarts de pouvoir existentiels entre les partenaires, leurs capacités respectives de contribuer au partenariat et les répercussions sur de tels efforts collectifs. Un partenariat bien conçu et calculé renforce l'incidence exercée sur le processus dans son ensemble.

Par exemple, l'ODD 11 met l'accent sur l'amélioration de la qualité de la vie urbaine. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent s'allier aux municipalités pour apporter de nouvelles connaissances en vue d'améliorer l'urbanisation et la gouvernance des services urbains. La plupart des villes n'ont pas la capacité de générer et de tenir à jour des données à l'échelle de l'habitation, en particulier en présence d'une migration rapide. Plusieurs facultés (statistiques, études d'urbanismes, planification, économie) peuvent appuyer une telle recherche. Les facultés d'architecture, de géographie et d'ingénierie peuvent

mener des études portant sur l'usage des terres en milieu urbain et sur les améliorations sur place de l'infrastructure des logements. Les membres du corps professoral et les étudiants en recherche opérationnelle peuvent entreprendre une analyse de la mobilité afin d'éclairer la conception des transports dans les villes. Une fois ces partenariats établis, les établissements d'enseignement supérieur, en entretenant ces relations, ouvrent la voie à une grande diversité de possibilités de recherche pour les étudiants et les membres du corps professoral.

3. *Acquisition de nouvelles compétences*

Pour pouvoir entreprendre de tels partenariats et des recherches pertinentes à l'échelle locale, les étudiants et les chercheurs des établissements d'enseignement supérieur doivent acquérir certaines compétences.

La formation en méthodologie de la recherche offerte actuellement dans la plupart des universités ne prépare pas les étudiants à former des partenariats. On prête peu d'attention aux attributs tels que la pensée critique, la conscientisation et l'orientation éthique. En outre, la formation en méthodologie de la recherche n'enseigne pas comment intégrer les intérêts des disciplines avec les priorités de recherche locales. Les étudiants et les professeurs ne savent pas comment partager leurs résultats de recherche avec les intervenants locaux, autrement que sous la forme de rapports de recherche rédigés pour une revue ou une conférence de recherche^{xxv}.

Il est toutefois possible d'acquérir ces compétences. Plusieurs efforts innovants ont été déployés dans la formation en méthodologie de la recherche participative communautaire pour la prochaine génération de chercheurs^{xxvi}. En outre, la formation en recherche peut inclure la compréhension de multiples formes et sources de connaissances dans la société, ainsi que les compétences nécessaires pour en tirer des leçons, la compréhension de l'éthique et des valeurs dans le domaine de la recherche, la dynamique du pouvoir dans les partenaires, le perfectionnement personnel à titre de chercheur, et ainsi de suite. Les compétences en mobilisation des connaissances peuvent également s'acquérir, comme plusieurs systèmes d'établissements d'enseignement supérieur ont commencé à souligner^{xxvii}.

Par conséquent, les établissements d'enseignement supérieur qui souhaitent contribuer à la réalisation des ODD au moyen de leur expertise de recherche devront peut-être investir dans l'apprentissage de nouvelles compétences en recherche chez les étudiants et les membres du corps professoral. L'encadré ci-dessous décrit une telle initiative, appelée Knowledge for Change (K4C), lancée par les cotitulaires de la Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale en enseignement supérieur, visant à former la prochaine génération de chercheurs à la recherche communautaire.

Perspectives d'avenir : tirer parti de la recherche participative communautaire pour atteindre les ODD

Considérant les répercussions et l'implication de la recherche participative communautaire dans le processus de développement durable, il est important de forger un écosystème dans lequel la recherche participative communautaire pourra être utilisée avec efficacité et efficience pour réaliser les cibles établies en matière d'ODD. Voici quelques suggestions de mesures qui permettraient de se lancer sur cette voie :

- Les dirigeants des universités et des établissements d'enseignement supérieur doivent encourager, à l'échelle de l'institution, la reconnaissance et l'apprentissage de la recherche participative communautaire et de son rôle dans l'atteinte des ODD. Les plateformes des recteurs et des présidents d'université doivent inscrire de toute urgence ce point à leur agenda.
- Les établissements d'enseignement supérieur doivent créer des structures institutionnelles qui facilitent les partenariats de recherche entre la communauté et les campus.
- Ils doivent examiner la culture de l'avancement de carrière afin de veiller à ce que le mérite des activités engagées dans la communauté soit reconnu à des fins promotionnelles.
- Pour permettre une approche ciblée dans le cadre de la recherche participative communautaire, les universités devraient consacrer des ressources pour soutenir l'apprentissage, générer des connaissances et permettre un changement ayant de vastes ramifications sur les problèmes clés (dont la solution aurait une incidence générale), comme l'éducation des filles et des femmes ou l'accès à l'eau potable.
- Les ministères nationaux et provinciaux ou régionaux responsables des politiques d'enseignement supérieur et les conseils de l'enseignement supérieur de tous les pays doivent encourager de telles transitions vers l'établissement de liens entre la recherche et les ODD au moyen de la recherche participative communautaire, les rendre obligatoires et leur accorder les ressources nécessaires, dans le cadre de la fonction de recherche des universités.
- Les associations de professeurs, de chercheurs et d'universités peuvent jouer un rôle de mobilisation afin de générer une demande d'utilisation de la recherche participative communautaire comme outil de mise en œuvre des ODD.
- Les étudiants peuvent eux aussi défendre la cause de l'adoption de l'approche de la recherche participative communautaire pour réaliser les ODD. Cela s'inscrit dans leur responsabilité sociale et leur donne l'occasion de pratiquer une citoyenneté active et de devenir des citoyens responsables, en s'engageant dans les problèmes liés à des préoccupations sociétales avec l'objectif de trouver des solutions durables.
- De même, les réseaux internationaux et les associations d'universités et leurs dirigeants peuvent promouvoir l'idée d'utiliser la recherche participative communautaire pour atteindre les ODD. L'Association internationale des universités (AIU) en est un exemple. Elle ne cesse de réitérer l'importance de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le développement durable. Un rapport^{xxviii} publié par l'AIU en 2016, intitulé « *Higher Education paving the way for sustainable development* », en témoigne.
- L'UNESCO a un rôle particulier à jouer à cet égard, surtout par l'intermédiaire de son réseau de chaires UNESCO. Ses associations et ses bureaux régionaux et nationaux devraient également prendre l'initiative d'organiser des dialogues avec les universités afin de promouvoir l'application de la recherche participative communautaire pour atteindre les ODD.
- Les organismes subventionnaires à l'échelle locale, nationale et internationale doivent offrir des possibilités de financement afin de renforcer les capacités en recherche participative communautaire au sein du secteur de la société civile.
- Enfin, la société civile doit jouer un rôle proactif en approuvant la recherche participative communautaire, un domaine de travail qui lui est proche. Les praticiens de la société doivent apporter leur expertise en recherche participative communautaire dans les partenariats avec les universités, qui peuvent ensuite en tirer parti pour trouver des solutions aux problèmes pressants liés aux ODD.

Un grand travail a déjà été accompli, mais il en reste encore plus à accomplir, si nous voulons voir la recherche participative communautaire se transformer en une approche intégrée dans le milieu de recherche universitaire et si nous voulons l'utiliser pour réaliser les ODD. Il est grand temps de réunir tous les intervenants animés du même esprit pour promouvoir la recherche participative communautaire en tant que puissant outil pour la réalisation des Objectifs de développement durable.

Notes de fin

ⁱ United Nations (2017). Sustainable Development Knowledge Platform. Extrait de : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/11803Official-List-of-Proposed-SDG-Indicators.pdf>

ⁱⁱ Kates, R. W., Parris, T. M. and Leiserowitz, A. A. (2005). What is Sustainable Development? Goals, Indicators, Values, and Practice. Extrait de : https://sites.hks.harvard.edu/sustsci/ists/docs/whatisSD_env_kates_0504.pdf

ⁱⁱⁱ Tandon, R. (2017). Making the Commitment: Contribution of Higher Education to SDGs. Extrait de : http://unescochair-cbrsr.org/pdf/resource/Making%20the%20Commitment_SDGs-Sep_2017_final.pdf

^{iv} UNESCO (2015). Déclaration d'Incheon. Éducation 2030 : Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous. Paris : UNESCO.

^v Tandon, R. (2002). Science, Rationality and Environmental Ethics. Extrait de : <http://192.9.200.201/cgi-bin/library?a=q&r=1&hs=1&e=q-000-00---0rajesht1--00-0-0--0prompt-10---4---ddc--0-1l--1-en-50---20-about-instrumental--00031-001-1-0utfZz-8-00&h=ddc&t=1&q=rationality>

^{vi} Tandon, R., Singh, W., Clover, D., and Hall, B. (2016). Knowledge Democracy and Excellence in Engagement. *IDS Bulletin: Engaged Excellence*, 47 (6), 19-35 [également accessible en ligne à l'adresse : https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/12748/IDSB47.6_10.190881968-2016.197.pdf?sequence=1&isAllowed=y]

^{vii} University World News (28 avril 2017). SDGs and Higher Education – leaving many behind. Extrait de : <http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20170427064053237>

^{viii} Association des universités du Commonwealth (2015). Progress and Potential: Higher education playing its part in the Sustainable Development Goals. Extrait de : <https://www.acu.ac.uk/publication/download?publication=540>

^{ix} UNESCO (n.d.). Higher Education and Sustainable Development Goals. Extrait de : <https://en.unesco.org/themes/higher-education/sdgs>

^x University World News (5 février 2017). Quality assurance, higher education and the SDGs. Extrait de : <http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20170205044427645>

^{xi} GUNi (Ed.). (2017) *Towards a Socially Responsible University: Balancing the Global with the Local* (Higher Education World Report 6). Extrait de : http://www.guninetwork.org/files/download_full_report.pdf

^{xii} Tandon, R. (2014). Global challenges. In GUNi's, *Knowledge, Engagement and Higher Education: Contributing to Social Change* (Higher Education in the World 5). Hampshire/New York: Palgrave Macmillan

^{xiii} Tandon, R. (2017). Preparing global citizens [message de blogue]. Extrait de : <http://unescochair-cbrsr.org/index.php/2017/10/03/preparing-global-citizens/>

^{xiv} Angelaki, M. (2016). An Introduction to Responsible Research and Innovation. Extrait de : http://pasteur4oa.eu/sites/pasteur4oa/files/resource/RRI_POLICY%20BRIEF.pdf

^{xv} Ibid

^{xvi} Marniese, S. and Marsel, M. (17 octobre 2017). Strengthen the societal contribution of research to reach the SDGs. Extrait de : <http://ideas4development.org/en/strengthening-societal-contribution-research/>

^{xvii} FICCI (2017). Social Outreach in Higher Education. New Delhi: FICCI

^{xviii} Ibid

^{xix} ACU (2015). Progress and Potential: Higher Education playing its part in the Sustainable Development Goals. Extrait de : <https://www.acu.ac.uk/publication/download?publication=540>

^{xx} Minkler, M. and Wallerstein, N. (2008). Introduction to Community-Based Participatory Research: New Issues and Experiences. In M. Minkler and N. Wallerstein (Eds.), *Community-Based Participatory Research for Health* (pp. 5-23). San Francisco, CA: Jossey-Bass

^{xxi} Horowitz, C. R., Robinson, M., Seifer, S. (2009). Community-based participatory Research from the Margin to the Mainstream. Extrait de : <http://circ.ahajournals.org/content/119/19/2633>

^{xxii} Gaventa, J. (1993). The powerful, the powerless and the experts: Knowledge struggles in an information age. In P. Park, M. Brydon-Miller, B. L. Hall & T. Jackson (Eds.), *Voices of change: Participatory Research in the United States and Canada* (pp. 21-40). Westport, CT: Bergin and Garvey

^{xxiii} Minkler, M. and Wallerstein, N. (2008). Introduction to Community-Based Participatory Research: New Issues and Experiences. In M. Minkler and N. Wallerstein (Eds.), *Community-Based Participatory Research for Health* (pp. 5-23). San Francisco, CA: Jossey-Bass

^{xxiv} Hall, B., Tandon, R., and Tremblay, C. (Eds.) (2015). *Strengthening Community University Research Partnerships: Global Perspectives*. Victoria/New Delhi: UVic/PRIA

^{xxv} Tandon, R., Hall, B., Lepore, W. and Singh, W. (Eds.) (2016). *Knowledge and Engagement: Building Capacities for the Next Generation of Community Based Researchers*. Victoria/New Delhi: UVic/PRIA

^{xxvi} Ibid

^{xxvii} Munck, R., McIlrath, L., Hall, B., and Tandon, R. (Eds.) (2014). *Higher Education and Community Based Research*. New York (USA): Palgrave Macmillan

^{xxviii} IAU (2017). Higher Education paving the way for sustainable development: A Global Perspective; Report of the 2016 IAU Global Survey on Higher Education and Research for Sustainable Development. Extrait de : <https://iau-aiu.net/IMG/pdf/higher-education-paving-the-way-to-sd-iau-2017.pdf>